

# COMMUNE DE BANOS

## COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 JUIN 2016

*Nombre de conseillers :*

En exercices : 11

Présents : 8

Votants : 8

Date de la convocation : 7 juin 2016

Date d'affichage : 7 juin 2016

Présents : M. LAPORTE Jean-Louis, M. JUNCA Pierre, M. LAVIGNE Patrick, Mme CAZAUBON Isabelle, M. DAUGERT Thierry, Mme DUCASSE Nelly, M. LALANNE Romain, M. LAPORTE Aurélien,

Excusés : Mme SAGE Andrée, M. BRETHERS Sébastien, Mme PETIT Malory.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice.

Mme CAZAUBON Isabelle a été élue secrétaire de séance.

### ORDRE DU JOUR :

- Délibération emprunt commune
- Délibération DM n° 1 budget 2016
- Document unique (délibération)
- Dépôt agenda d'accessibilité (délibération)
- Subvention FEC 2016 (délibération)
- Création de poste (délibération)
- Divers

Le Procès-Verbal du dernier conseil municipal est adopté à l'unanimité des présents.

## DÉLIBÉRATION 2016 06 17 D1

### PRÊT POUR TRAVAUX DIVERS ET D'ACCESSIBILITÉ (Ad'AP)

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal les propositions reçues des banques sollicitées pour l'emprunt, afin de couvrir les dépenses occasionnées par la mise en accessibilité des bâtiments communaux.

Après avoir pris connaissance des propositions établies par le Crédit Agricole :

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE avec 7 voix pour et 1 abstention,**

**D'ACCEPTER** la proposition du CREDIT AGRICOLE dont les caractéristiques sont les suivantes :

<b>EMPRUNT :</b>	<b>30 000 euros</b>
<b>DUREE :</b>	<b>120 mois</b>
<b>Taux d'intérêt annuel fixe :</b>	<b>1,33 % l'an</b>
<b>Périodicité :</b>	<b>Annuelle (1<sup>ère</sup> échéance à 18 mois)</b>

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer le contrat relatif à cet emprunt et à procéder aux versements et remboursements des fonds dudit prêt.

# DÉLIBÉRATION 2016 06 17 D2

## APPROUVANT L'AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE (Ad'AP)

**Vu :**

- Le code de la construction et de l'habitation ;
- La Loi n°2005-102 du 11 Février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- L'Ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;
- Le Décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP) et des installations ouvertes au public (IOP) ;
- Le Décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;
- L'Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;
- L'Arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues dans le code de la construction et de l'habitation ;

M. le Maire expose, qu'avant le 27 septembre 2016, les gestionnaires des ERP et des IOP ont désormais l'obligation, pour mettre leurs établissements en conformité avec les obligations d'accessibilité, de s'engager par la signature d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

Cet outil de stratégie patrimoniale pour la mise en accessibilité adossée à une programmation budgétaire permet à tout exploitant d'ERP/IOP de poursuivre ou de réaliser l'accessibilité de son ou ses établissements après le 1<sup>er</sup> janvier 2015, en toute sécurité juridique.

Les travaux de mise en conformité des ERP et IOP communaux avec la nouvelle réglementation en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ne pouvant être réalisés avant le 27 septembre 2016, un Ad'AP doit être déposé avant cette date pour étaler les travaux en toute sécurité juridique.

Présentation de l'AD'AP au CM :

Le diagnostic de l'accessibilité des ERP et IOP de la commune (réalisé le 17/03/2016) a montré que certains bâtiments n'étaient pas conformes à la réglementation en vigueur.

Un Ad'AP de patrimoine est proposé (cerfa 15246\*01)

Les sites non-conformes sont listés et détaillés à la rubrique 5.1 du cerfa

Le dossier d'AdAP expose la situation des ERP vis-à-vis de la réglementation (rubrique 5.2 du cerfa).

La rubrique 3 du Cerfa précise la durée demandée et les justificatifs à produire pour y prétendre

Les actions, coûts et dates sont présentés dans les tableaux de la rubrique 5.3 (selon les caractéristiques du patrimoine et le type d'Ad'AP)

La synthèse est donnée au 5.4 ainsi que la liste des dérogations aux règles d'accessibilité susceptibles d'être sollicitées.

Aussi, la commune de BANOS a élaboré son Ad'AP sur 3 ans pour tous les ERP communaux, comportant notamment le phasage et le coût annuel des actions projetées.

(Exposé des ERP concernés et du budget global indiqué dans l'Ad'AP)

Il est constitué d'un formulaire et de pièces complémentaires obligatoires, à savoir :

Pièce 2 - le projet stratégique

Pièce 3 - le cas échéant

Pièce 4 - la délibération du CM

Pièces 5 et 6 - les concertations notamment avec les commerçants et les associations de personnes handicapées (si la commune n'a pas de CCA car moins de 5000 habitants, elle justifie au préfet dans une note, de l'absence de ces pièces obligatoires)

Cet agenda devait être déposé en préfecture avant le 27 septembre 2016, conformément à la réglementation en vigueur. Un courrier justifiant le retard de dépôt au préfet par la commune sera joint au dossier de demande d'Ad'AP.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** l'Agenda d'Accessibilité Programmée tel que présenté pour mettre en conformité les ERP de la commune ;

**AUTORISE** le Maire à signer et déposer la demande d'Ad'AP auprès du préfet

**AUTORISE** le Maire à prendre toute décision, à signer tout acte ou document tendant à rendre effective cette décision.

N° INSEE : 40024	COMMUNE DE BANOS	Exercice 2016
------------------	------------------	---------------

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

2016 06 17 D3

### DÉCISION MODIFICATIVE N° 1

(Vote de crédits)

Date de convocation :	07/06/2016	<b>VOTES</b>
Nombre de membres en exercice :	11	Pour : 7
Nombre de membres présents :	8	Contre : 0
Nombre de suffrages exprimés :	8	Abstention : 1

L'an 2016, le 17 juin, Le conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de LAPORTE Jean-Louis, Maire.

**Présents :** Mme CAZAUBON Isabelle, M. DAUGERT Thierry, Mme DUCASSE Nelly,  
M. JUNCA Pierre, M. LALANNE Romain, M. LAPORTE Aurélien,  
M. LAPORTE Jean-Louis, M. LAVIGNE Patrick.

**Absents :**

**Excusés :** Mme SAGE Andrée, M. BRETHERS Sébastien, Mme PETIT Malory

**Secrétaire de séance :** Mme CAZAUBON Isabelle

### **Objets** DÉCISION MODIFICATIVE N° 1

#### INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
2315 (23) - 981 : Installation, matériel et ou	30 940,00	10222 (10) : FCTVA	940,00
		1313 (13) - 981 : Départements	-3 800,00
		1323 (13) - 981 : Départements	3 800,00
		1641 (16) : Emprunts en euros	30 000,00
	30 940,00		30 940,00

#### FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
61551 (011) : Matériel roulant	300,00	7411 (74) : Dotation forfaitaire	100,00
6218 (012) : Autres personnel extérieur	4 500,00	74121 (74) : Dotation de solidarité rurale	600,00
6411 (012) : Personnel titulaire	-3 000,00		
6451 (012) : Cotisations à l'URSSAF	-1 100,00		
6453 (012) : Cotisations aux caisses de ret	-400,00		
6688 (66) : Autres	400,00		
	700,00		700,00
<b>Total Dépenses</b>	<b>31 640,00</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>31 640,00</b>

Certifié exécutoire  
Après envoi en Préfecture le,  
Et publication et notification du

BANOS le, 17 juin 2016  
Le Maire,  
LAPORTE Jean-Louis,

# DÉLIBÉRATION 2016 06 17 D4

## ELABORATION DU DOCUMENT UNIQUE DE LA COMMUNE DE BANOS

Monsieur le maire informe le conseil de l'élaboration d'un **Document Unique** en application du **décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001** portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs et modifiant le code du travail (création de l'article R. 230-1), obligeant tous les employeurs à transcrire et mettre à jour dans **un document unique** les résultats de l'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs à laquelle ils doivent procéder en application du paragraphe III de l'article L. 230-2 du code du travail. *(Ce document unique concerne exclusivement les données relatives à la santé et à la sécurité au travail. Par conséquent, il ne couvre pas le champ de la sécurité des procédés ou des produits, ni celui de la santé environnementale).*

En matière de santé et de sécurité au travail, l'employeur est responsable dans l'entreprise. **L'employeur conserve donc la possibilité pleine et entière de la démarche d'évaluation et est le seul compétent pour en transcrire les résultats dans le document unique.** Bien entendu, le recueil d'informations et de conseils auprès des tiers est possible et souhaitable pour l'élaboration de la démarche. Cependant, il appartient à l'employeur d'en valider les résultats.

Compte-tenu de ces éléments, il est demandé à notre assemblée :

**D'autoriser** Monsieur le Maire à signer à intervenir à toutes pièces et formalités s'y rapportant afin que soit établi définitivement le **Document Unique** de la commune de BANOS.

**Le Conseil Municipal donne son accord, à l'unanimité.**

# DÉLIBÉRATION 2016 06 17 D5

Portant avis du conseil municipal de la commune de BANOS concernant l'arrêté préfectoral de projet de périmètre du nouvel EPCI issu de la fusion des Communautés de Communes du Tursan, du Cap de Gascogne et Hagetmau Communes unies.

Monsieur le maire demande aux conseillers municipaux de bien vouloir donner leur avis sur l'arrêté préfectoral de projet de périmètre du nouvel EPCI issu de la fusion des Communautés de Communes du Tursan, du Cap de Gascogne et Hagetmau Communes unies.

En effet, si aucune délibération n'est transmise dans un délai de 75 jours, la position des élus de la commune de BANOS sera considérée comme favorable à ce projet, les élus des organismes concernés par ces réformes ont la possibilité de donner leurs avis qui sera validé par une délibération, qui sera transmise aux services de l'État concernés.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, Après en avoir délibéré,  
DONNE avec 7 voix pour et 1 abstention,**

**Un avis FAVORABLE** au projet de périmètre du nouvel EPCI issu de la fusion des Communautés de Communes du Tursan, du Cap de Gascogne et Hagetmau Communes unies, notifié en date du 3/06/2016.

## **DÉLIBÉRATION 2016 06 17 D6**

### **SUBVENTION FEC 2016**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que suite à l'établissement de l'agenda d'accessibilité qui doit être déposé très prochainement, il serait souhaitable de demander l'attribution de la subvention FEC 2016 pour financer en partie ces travaux.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE,**

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à demander la subvention du FEC 2016 et à signer tous les documents nécessaires.

## **DÉLIBÉRATION 2016 06 17 D7**

### **OBJET : DÉLIBÉRATION CRÉATION D'UN EMPLOI POUR AVANCEMENT DE GRADE**

Pour tenir compte de l'évolution des postes de travail et des missions assurées, le Maire propose au Conseil Municipal la création d'un emploi d'adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe pour assurer les missions d'adjoint technique pour l'entretien des bâtiments communaux.

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré,

**Le CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,**

**DÉCIDE** la création, à compter du **1/08/2016**, d'un emploi permanent à temps non complet **14h** hebdomadaires) **d'adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe**,

**PRÉCISE** que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h50.**

**Les membres**

**Le Maire**